



LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE, EST-CE TOUJOURS BIEN ?

*Une carte blanche d'Isabelle Cassiers,
professeure d'économie
à l'Université catholique de Louvain (UCL)
et chercheur qualifié du Fonds national
de recherche scientifique (FNRS)*

Selon les circonstances et selon son contenu, la croissance économique peut constituer un bienfait ou une nuisance.

Dans les pays occidentaux, après la Deuxième Guerre mondiale et pendant trente ans, la croissance économique est apparue comme un bienfait peu contesté : elle a permis la reconstruction des économies européennes détruites par la guerre, elle a favorisé la paix sociale et assuré la hausse du niveau de vie matérielle de toute la population. La croissance des revenus a permis celle des impôts et des cotisations sociales, fournissant à l'État les moyens de développer la sécurité sociale (soins de santé, allocations familiales, pensions, allocations de chômage, etc.) et les infrastructures publiques (écoles, centres sportifs et culturels, routes, etc.). Les pactes sociaux et les gouvernements socio-démocrates veillaient à une répartition des fruits de la croissance jugée équitable, de telle sorte que tout le monde (ou presque) semblait gagnant.

Toutefois cette croissance économique, alors perçue comme un bienfait, comportait déjà des failles, qui se sont accentuées au fil des décennies et que l'on ne peut plus ignorer. Au moins trois d'entre-elles doivent être prises très au sérieux.

La première est de nature écologique. L'augmentation continue, et considérable, de la production de biens matériels, et pour cela de l'exploitation des ressources naturelles, nuit gravement à la planète, et pourrait bientôt menacer les conditions de la vie humaine sur terre. On ne le savait peut-être pas après la Deuxième Guerre mondiale, mais ce fait est aujourd'hui incontestable. Certains font valoir que la croissance est de moins en moins matérielle (croissance de services plutôt que de biens), mais ceci n'est vrai que parce que d'autres pays produisent les biens matériels que nous consommons : le problème est simplement déplacé. D'autres prétendent que de nouvelles technologies nous permettront de produire tout autant de manière *propre*, mais cela nécessiterait une véritable révolution technologique qui risque bien de ne pas se produire avant que des problèmes écologiques non maîtrisables ne s'enclenchent.

La deuxième faille concerne la *répartition* des fruits de la croissance : pendant quelques décennies elle fut équitable (au sein de l'Occident) ; aujourd'hui les inégalités se creusent, des poches de grande pauvreté apparaissent à nouveau et la globalisation pousse à nos frontières des millions de réfugiés qui demandent leur part de bien-être. Ne serait-il pas temps que les plus riches optent pour plus de frugalité et laissent aux plus pauvres le bénéfice du peu de croissance matérielle que la planète peut supporter ?

La troisième faille concerne l'hétérogénéité du *contenu* de la croissance. Dans le PIB sont comptés sans distinction toutes sortes de biens et services, pour autant que leur production donne lieu à de la valeur ajoutée (au sens de valeur marchande) : gadgets inutiles ou vaccins essentiels, activités polluantes ou réparation des dommages, déforestation ou éducation à la protection de la nature... N'est-il pas temps de faire le tri ? D'oser nous interroger : *derrière quoi courrons-nous ? À quoi accordons-nous de la valeur ?* De telles questions sont à l'origine d'une réflexion en cours sur les nouveaux indicateurs de prospérité.



CROISSANCE ET PAUVRETÉ : LE MYTHE DE L'EFFET DE RUISSellement

*Une carte blanche d'Arnaud Zacharie,
secrétaire général du Centre national
de coopération au développement¹⁰⁴ (CNCD-11.11.11) et
maître de conférences à l'Université de Liège (ULg)*

La croissance économique est-elle bonne pour les pauvres ? La question de la causalité entre croissance et réduction de la pauvreté a fait consensus pendant plusieurs décennies au sein de la théorie économique dominante : oui, la croissance est bonne pour les pauvres, grâce à la théorie de l'*effet de ruissellement*.

Selon cette théorie, dont l'un des principaux promoteurs a été le Fonds monétaire international (FMI), la croissance économique *ruisselle* mécaniquement des plus riches vers les plus pauvres. L'impact de la croissance sur la

¹⁰⁴ Coupole des ONG et associations belges francophones et germanophones engagées dans la solidarité internationale, le Centre national de coopération au développement est un acteur de premier plan en Belgique en matière de solidarité internationale.